



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Russie et Biélorussie

Une publication du Service économique régional de Moscou
N°6 – 12 octobre 2026

Sommaire

Zoom : Le marché pharmaceutique russe	3
Région	6
Russie.....	6
Situation macroéconomique et financière.....	6
Activité : indices PMI relativement stables.....	6
Inflation : reprise à l'aune du relèvement des tarifs réglementés	7
Budget : dégagement d'un 2 ^e excédent en septembre – qui reste néanmoins saisonnier	7
Fonds souverain : stabilisation à bas niveau de la part liquide	9
Secteur bancaire	9
Politiques sectorielles	10
Projet de budget 2027 : le gouvernement privilégie la souveraineté technologique et l'export agricoles	10
Rosselkhoznadzor suspend la certification vétérinaire pour les pays « inamicaux », sauf exceptions.....	11
Assouplissement de l'interdiction d'exporter du diesel russe	11
Hausse des exportations russes de GNL vers l'Asie.....	12
Nouveau contrat pour 72 hélicoptères Mi-8 destinés aux régions russes.....	12
Rosatom poursuit sa stratégie de consolidation des actifs russes dans le domaine de la logistique	13

Pharmstandard investit dans les intermédiaires pharmaceutiques	13
Stratégie russe de développement de la bioéconomie à l'horizon 2036	13
Lancement du premier site du cluster russe de batteries électriques	14
Environnement des affaires	15
Nationalisation d'actifs : bilan des 8 premiers mois de 2026.....	15
Vladimir Poutine approuve la réorganisation des activités russes d'UniCredit	15
Le ministère de l'Industrie et du commerce prévoit une baisse des importations parallèles en 2026	16
Rosatom renforce sa position dans la logistique en prenant le contrôle du groupe de S. Chichkarev, « Delo ».....	16
L'accord de partenariat économique entre l'UEE et les Émirats arabes unis est entré en vigueur	17
Biélorussie.....	17
Situation macroéconomique et financière.....	17
Inflation	17
Politiques sectorielles	18
Expéditions d'essence vers le marché russe	18
Tableaux de synthèse	19
Graphiques.....	20

ZOOM : LE MARCHÉ PHARMACEUTIQUE RUSSE

Le marché pharmaceutique russe poursuit une croissance soutenue, portée par la hausse des dépenses publiques, l'augmentation des prix et la progression rapide des producteurs locaux. La substitution aux importations, engagée bien avant 2022 mais nettement accélérée depuis, entre désormais dans une nouvelle phase : après les génériques simples, les industriels russes cherchent à se positionner sur les biosimilaires, les médicaments plus complexes et la production en cycle complet.

I. Un marché en forte croissance, de plus en plus porté par la valeur

Le marché pharmaceutique russe a atteint 3 343 Md RUB (34,6 Md EUR) en 2025, en hausse d'environ 17 % sur un an. Le principal moteur a été le segment public, qui a progressé de 26 %, tandis que le marché officinal a augmenté d'environ 14 %. La production domestique a parallèlement conservé une dynamique très supérieure à celle de l'industrie russe dans son ensemble : la production de médicaments et de produits à usage médical a augmenté de 15,4 % en 2025, après +18 % en 2024.

La croissance se poursuit en 2026, mais elle est désormais principalement tirée par la hausse des prix plutôt que par les volumes. Sur les sept premiers mois de l'année, les ventes de médicaments en pharmacie ont progressé de 12,3 % en valeur, à 1 158 Md RUB (12 Md EUR), tandis qu'elles reculaient de 2,8 % en volume, à 2,49 milliards de boîtes. En juillet, le prix moyen d'une boîte atteignait 480,5 RUB (4,98 EUR), soit une hausse de 15 % sur un an.

II. La substitution aux importations monte en gamme

La part des médicaments produits en Russie continue de progresser. En 2025, ils représentaient 46,8 % de l'ensemble du marché en valeur et 69,3 % en volume. Sur le seul marché officinal, leur part atteignait 50,4 % en valeur et 66,4 % en volume. Les ventes de médicaments localisés y ont progressé de 16,8 % en valeur sur l'année, contre 9,9 %

pour les produits importés, alors que les volumes de médicaments produits en Russie reculaient légèrement.

Les génériques (les copies de médicaments de référence) restent au cœur du marché : ils représentaient 72,8 % des ventes officinales en valeur et 86,3 % en volume sur les sept premiers mois de 2026. Plusieurs producteurs russes cherchent toutefois à élargir leur portefeuille vers des médicaments biologiques, des biosimilaires et d'autres traitements plus complexes. Le segment du diabète et de l'obésité illustre cette évolution : Promomed commercialise Tirzetta (tirzépatide, même substance active que Mounjaro d'Eli Lilly), tandis que Geropharm commercialise Sejaro (tirzépatide) et Semavic (sémaglutide, même substance active qu'Ozempic de Novo Nordisk). En juillet 2026, ces trois produits occupaient les trois premières places des ventes officinales en valeur.

Un phénomène similaire est observable dans certains segments hospitaliers, en particulier en oncologie. La société russe Biocad commercialise ainsi Pemboria, un biosimilaire du pembrolizumab, principe actif du Keytruda développé par le groupe américain Merck. Après son enregistrement accéléré, Pemboria a rapidement pris une place importante dans les achats publics russes. Biocad développe parallèlement d'autres biosimilaires d'anticorps monoclonaux, notamment du nivolumab (Opdivo, Bristol Myers Squibb), de l'ocrelizumab (Ocrevus, Roche) et du daratumumab (Darzalex, Johnson & Johnson), à mesure que les protections brevets de plusieurs médicaments biologiques arrivent à échéance.

Les groupes internationaux restent toutefois très présents, en particulier sur les médicaments originaux et les segments à forte valeur. En 2025, AstraZeneca, Roche et Novartis figuraient parmi les principaux acteurs du marché russe en valeur. Les groupes français conservent eux aussi des positions significatives : Servier occupait la troisième place du marché officinal en valeur, tandis que Sanofi se classait cinquième et restait également bien présent dans les achats publics. Cette présence étrangère demeure particulièrement visible dans le segment public : si les médicaments produits en Russie représentent 86,2 % des volumes, les importations absorbent encore 59,6 % des dépenses.

III. Une autonomie industrielle qui progresse mais un retard dans l'innovation

La progression de la production locale ne signifie toutefois pas encore une autonomie complète de la chaîne de valeur. Si l'on tient compte

non seulement du lieu de production de la forme pharmaceutique finale, mais aussi de l'origine de la substance active, les médicaments produits en cycle complet ne représentaient en 2025 que 22,5 % du marché en valeur et 32,6 % en volume.

Les pouvoirs publics cherchent désormais à approfondir cette localisation, notamment à travers la règle dite du « deuxième exclu » et une nouvelle grille à points entrée en vigueur en 2026. La première favorise, dans les marchés publics, les médicaments produits en Russie ou dans l'Union économique eurasiatique selon un cycle complet incluant la fabrication de la substance active, tandis que la seconde permet d'évaluer plus finement le degré de localisation des produits pharmaceutiques. Ces dispositifs accompagnent une vague d'investissements dans les substances actives, les biotechnologies, les vaccins, l'oncologie et les radiopharmaceutiques. Cette stratégie s'appuie également sur des transferts de technologies et des partenariats avec des groupes étrangers, notamment chinois et indiens.

Cette montée en puissance industrielle contraste toutefois avec une baisse sensible de l'activité clinique internationale depuis 2022. Au premier semestre 2025, le ministère de la Santé n'a délivré que 278 autorisations d'essais cliniques, contre 328 en moyenne sur les premiers semestres 2017-2021. Pour les études internationales multicentriques, le recul est beaucoup plus marqué : seulement 10 autorisations, contre environ 141 en moyenne avant 2022.

La propriété intellectuelle constitue un autre point de tension. Plusieurs laboratoires internationaux contestent la mise sur le marché de génériques qu'ils considèrent encore protégés par brevet, tandis que le recours aux licences obligatoires (autorisant l'utilisation d'un brevet sans l'accord de son titulaire, sous certaines conditions) suscite des inquiétudes chez certains acteurs étrangers. En mars 2026, la Cour constitutionnelle a jugé le mécanisme conforme à la Constitution, tout en précisant que son recours devait rester exceptionnel et dûment justifié, afin de préserver un équilibre entre l'accès aux traitements, la protection des droits de propriété intellectuelle et les incitations à l'innovation.

REGION

Prévisions de la Banque mondiale

La Banque mondiale a publié ses estimations et prévisions d'activité pour les pays de la zone Europe et Asie centrale en 2026-2028. Par rapport au juin 2026, les prévisions n'ont pas été modifiées pour la Russie (+0,8% en g.a. en 2026) et elles ont été révisées à la hausse pour la Biélorussie (+2,3% en g.a.).

Tableau 1. Prévisions de croissance réelle du PIB, % en g.a.

	2026		2027		2028	
	June 26	Oct. 26	June 26	Oct. 26	June 26	Oct. 26
Russie	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Biélorussie	1,1	2,3	0,8	0,9	0,7	0,8

Source : Europe and Central Asia Economic update – October 2026.

RUSSIE

SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE

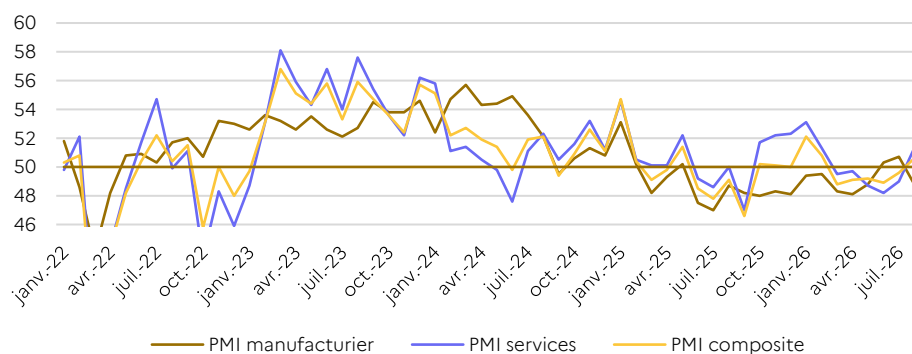
Activité : indices PMI relativement stables

L'indice PMI manufacturier a diminué à 49,8 points en septembre 2026, contre 48,8 points en août 2026. La demande en biens manufacturés russes est restée modeste en raison d'une hausse des prix par un effet de concurrence. L'emploi dans cette filière décroîtrait néanmoins pour le 10^e mois d'affilée, certains salariés n'étant pas remplacés après leur départ.

Sur la même période, l'indice PMI des services s'est établi à 51,3 points, soit au même niveau qu'en août 2026 et l'indice composite s'est élevé à 50,8 points, contre 50,6 points en août. Concernant les services, ces derniers se maintiennent à haut niveau grâce à de nouvelles commandes stables, témoignant d'une demande robuste et d'un élargissement de la clientèle. Comme pour la manufacture, S&P observe le non-remplacement de certains salariés, mais de façon moins prononcée que dans les autres secteurs.

L'indice composite indique de manière générale une expansion à la marge de l'activité du secteur privé, statistiquement influencé par la performance des services et la moindre contraction du manufacturier.

Figure 1. Indices PMI de la Russie



Source : Standard & Poor's

Inflation : reprise à l'aune du relèvement des tarifs réglementés

L'indice des prix à la consommation a progressé de **0,96%** entre le **29 septembre et le 5 octobre** (contre 0,12% la semaine précédente) **suite au relèvement annuel des tarifs réglementés le 1^{er} octobre** (services communaux). A titre de comparaison, ce même indicateur affichait 0,79% au moment de relèvement des tarifs en 2025. **Ainsi, au 5 octobre, l'inflation annuelle atteignait 7,17% en g.a.**

Par ailleurs, selon Rosstat, **l'inflation annuelle a progressé à 6,35% en g.a. en septembre 2026**, contre 6,33%, en juillet. L'inflation moyenne sur janvier-septembre 2026 s'est élevée à 5,93% en g.a.

Budget : dégagement d'un 2^e excédent en septembre – qui reste néanmoins saisonnier

Selon le ministère des Finances, le budget fédéral est ressorti en **déficit de 5 185,6 Md RUB (66,2 Md USD) en janvier-septembre 2026**, soit -2,2% du PIB, contre un déficit de 3 470,6 Md RUB (41,1 Md USD) sur la même période en 2025. Les recettes totales ont augmenté de 10% en g.a. à 29 639,5 Md RUB (378,3 Md USD), dont 24 168,5 Md RUB (308,5 Md USD) de recettes non-issues des hydrocarbures. Les dépenses ont progressé de 14,5% en g.a. à 34 825,1 Md RUB (444,5 Md USD), sans que le montant dédié à la commande publique ne soit

cette fois divulgué. Si les revenus issus des hydrocarbures sont toujours en déclin structurel (-17,2% en g.a.), les autres revenus accélèrent (+18,8%), notamment ceux tirés de la TVA (+27,4%).

Figure 2. Exécution du budget fédéral, Md RUB

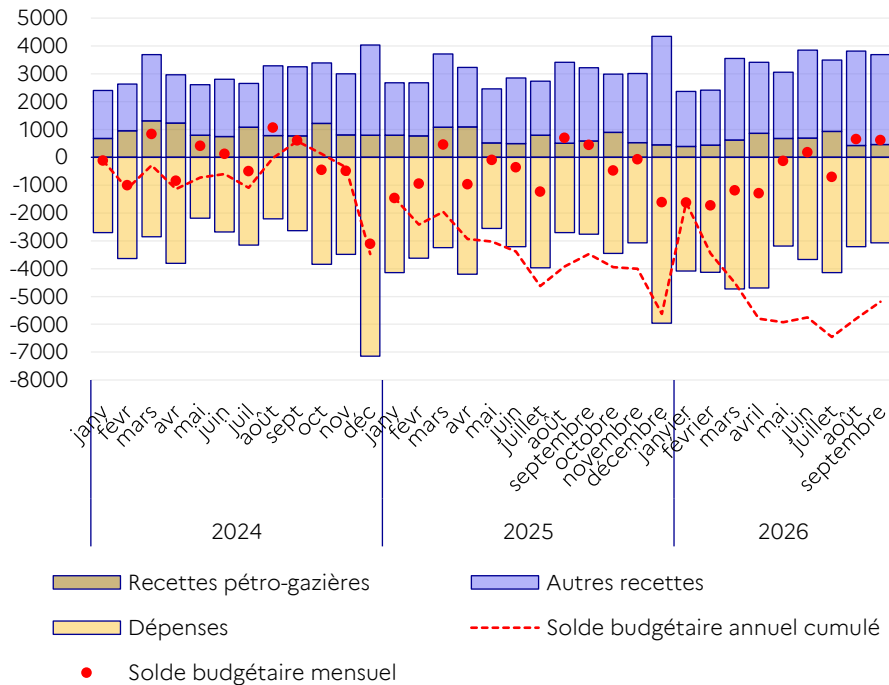
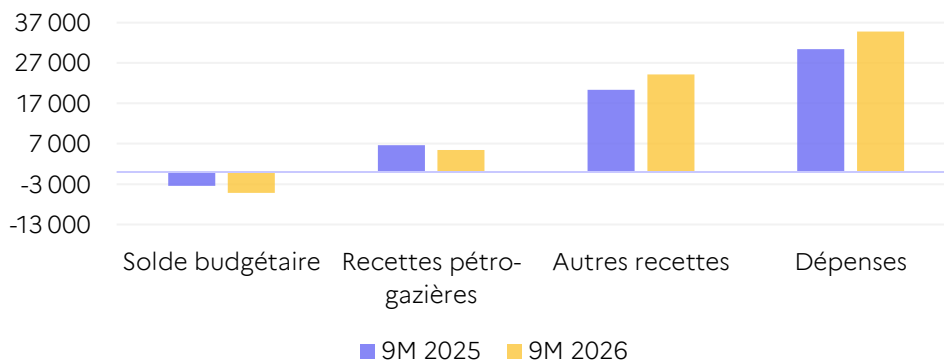


Figure 3. Exécution du budget fédéral en janvier-septembre 2026, Md RUB, g.a.



Source : Ministère des Finances.

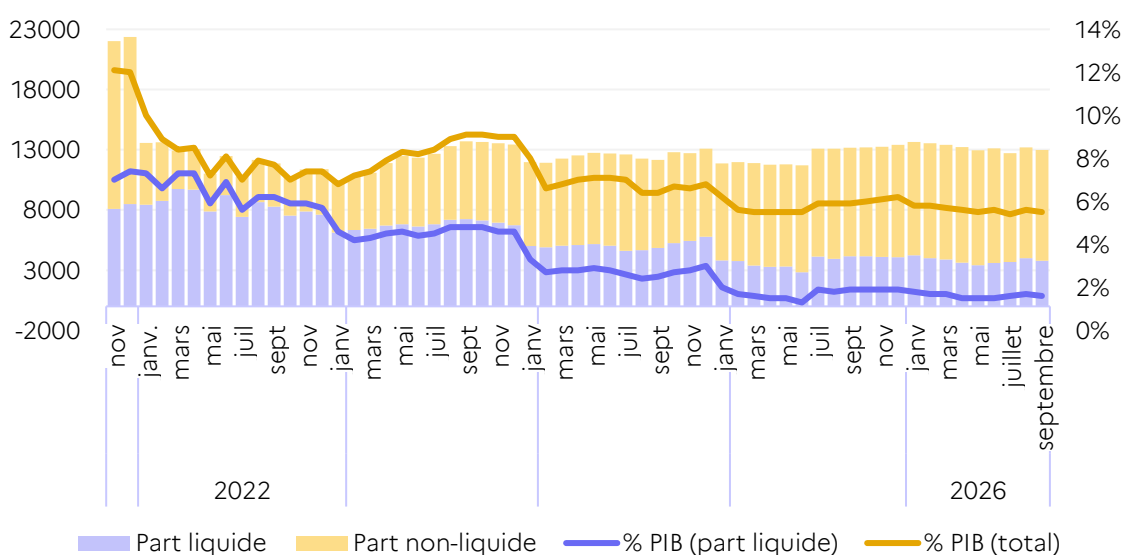
Par ailleurs, le ministre des Finances A. Siluanov a estimé les recettes supplémentaires tirées d'une refonte de la règle budgétaire (proposée cette année afin d'abaisser le prix-pivot du pétrole russe) à 1 000 Md RUB (10,9 Md USD) sur les 3 prochaines années. La part des revenus issus des hydrocarbures déclinera ainsi à environ 17% des recettes totales du budget sur le prochain triennal, le but étant d'émanciper les finances publiques des revenus pétrogaziers, sinon

de réapprovisionner la part liquide du fonds souverain en cas de conjoncture favorable.

Fonds souverain : stabilisation à bas niveau de la part liquide

Au 1^{er} octobre 2026, le montant du Fonds du bien-être national s'est établi à 12 984,6 Md RUB, en baisse de 1,6% en g.m. et en baisse de 1,4% en g.a., soit 5,5% du PIB. En dollars, ce montant s'est élevé à 153,8 Md USD, soit une baisse de 0,2% en g.m. et une baisse de 3,2% en g.a. La part liquide du Fonds représente 3 799,7 Md RUB (1,6% du PIB), en baisse de 5% en g.m. et en baisse de 8,8% en g.a. ou 45 Md USD, en baisse de 3,6% en g.m. et en baisse de 10,5% en g.a.

Figure 4. Avoirs totaux du Fonds du bien-être national (fonds souverain), Md RUB, % du PIB



Source : Ministère des Finances.

Secteur bancaire

La Banque de Russie a reconduit la liste en vigueur des banques systémiques ; aucun changement par rapport à la précédente liste n'est à signaler. Pour mémoire, le régulateur dénombre 12 banques systémiques dans le pays, qui concentre 80% des actifs bancaires russes : Unicredit Bank, Gazprombank, Sovcombank, VTB Bank, Alfa-Bank, Sberbank, Moscow Credit Bank, DOM.RF, T-Bank, PSB Bank, Raiffeisenbank et Rosselkhozbank.

AGRICULTURE

Projet de budget 2027 : le gouvernement privilégie la souveraineté technologique et l'export agricoles

Sans rupture d'orientation, le projet de budget 2027 resserre le soutien général à l'agriculture, préserve les priorités présidentielles de souveraineté technologique et export, et laisse une part importante de l'aide se décider en cours d'année. L'agriculture n'y est pas une priorité : le programme d'État de développement agricole recule de 13,4% par rapport à la loi de finances 2025, alors que les dépenses fédérales totales sont stables à +0,4%. Le niveau effectif de l'aide reste toutefois incertain : les crédits 2026 du programme ont été relevés d'un tiers après le vote de la loi, et le projet 2027 réserve 51 Md RUB à l'agriculture et à la pêche, à répartir ultérieurement par le gouvernement. Le crédit bonifié, principal instrument, est pour l'essentiel absorbé par le coût des prêts déjà accordés, ce qui limite les moyens consacrés aux nouveaux investissements, et les aides générales versées par l'intermédiaire des régions sont réduites.

À l'inverse, les crédits adossés aux priorités fixées par le président sont préservés ou renforcés : le projet national « Appui technologique à la sécurité alimentaire » (semences, génétique, médicaments vétérinaires, formation), le soutien à l'export, dont le projet fédéral passe de 31 à 57 Md RUB entre 2027 et 2028, et la compensation versée aux constructeurs de machines agricoles, avec l'objectif de 80% de machines russes sur le marché intérieur en 2030. Le président du comité agraire de la Douma a jugé le volet agricole du projet « insatisfaisant » et indiqué que les députés chercheraient à le modifier, tandis que le ministère de l'Agriculture assure que « les besoins des producteurs seront pris en compte ».

Rosselkhoznadzor suspend la certification vétérinaire pour les pays « inamicaux », sauf exceptions

Depuis le 7 octobre 2026, la Russie n'accepte plus, en provenance des pays « inamicaux », les produits soumis au contrôle vétérinaire, sauf exceptions. Dans une lettre publiée sur son site, l'autorité sanitaire russe, Rosselkhoznadzor, indique avoir demandé aux autorités vétérinaires de ces pays de suspendre la certification de ces produits, qu'ils soient importés en Russie ou qu'ils transitent par son territoire, notamment vers l'Asie centrale. Contrairement aux restrictions précédentes, fondées sur des motifs sanitaires, la mesure s'appuie sur la seule liste des pays « non amicaux » établie par le gouvernement russe en mars 2022. Les exceptions préservent certains flux utiles à l'élevage russe : animaux reproducteurs, œufs à couvrir, poussins d'un jour, matériel génétique et médicaments vétérinaires. Pour tous les autres produits, seuls peuvent encore exporter les établissements préalablement inspectés ou attestés par le Rosselkhoznadzor : quinze établissements français figurent sur la liste jointe à la lettre, principalement dans l'alimentation animale, les protéines laitières et la génétique porcine.

ÉNERGIE

Assouplissement de l'interdiction d'exporter du diesel russe

Le gouvernement russe a partiellement levé, à compter du 10 octobre, l'interdiction d'exporter du diesel, permettant dans un premier temps la mise sur le marché mondial de 500.000 tonnes. Cette décision fait suite à l'octroi par les États-Unis d'une licence temporaire autorisant les transactions liées au diesel d'origine russe jusqu'au 7 avril 2027. Moscou prévoit d'exporter environ 300 000 tonnes en octobre, puis 500 000 tonnes en novembre et jusqu'à 1 Mt en décembre, avec la possibilité d'augmenter ensuite les volumes. Le vice-Premier ministre en charge de l'économie, Alexandre Novak, a donné instruction aux compagnies pétrolières de conclure rapidement des contrats de fourniture avec des partenaires étrangers. Le redémarrage des exportations intervient à un moment où l'approvisionnement du marché domestique s'améliore à l'issue du pic de demande saisonnière (récoltes agricoles).

Hausse des exportations russes de GNL vers l'Asie

La Russie a exporté environ 25,35 Mt de GNL sur les neuf premiers mois de 2026, soit une hausse de 14 % sur un an, selon Kpler. En septembre, les exportations ont atteint 3,36 Mt, en progression de 35 %, principalement grâce à l'augmentation des livraisons vers l'Asie-Pacifique, qui ont représenté 2,12 Mt sur le mois. Sur janvier-septembre, les ventes vers l'Asie ont progressé de 16,9 %, à 12,82 Mt, portant leur part dans les exportations russes à 50,6 %. La Chine a absorbé à elle seule 7,43 Mt, soit +60 % sur un an. Les livraisons vers l'UE ont en revanche reculé de 22 % en septembre, même si elles restent en hausse de 7 % sur neuf mois, la France demeurant le premier acheteur européen avec 4,7 Mt. Cette réorientation saisonnière vers l'Asie est favorisée par l'ouverture estivale de la route orientale de la Route maritime du Nord, qui réduit les coûts de transport des cargaisons arctiques vers les marchés asiatiques.

TRANSPORT

Nouveau contrat pour 72 hélicoptères Mi-8 destinés aux régions russes

La GTLK (Société publique de leasing des transports, groupe VEB.RF) et le holding Hélicoptères de Russie, filiale de Rostec, groupe public industriel et technologique russe, ont signé un contrat portant sur la fourniture de 72 hélicoptères Mi-8MTV-1 aux compagnies régionales russes dans le cadre d'un dispositif de leasing préférentiel soutenu par l'État. Les appareils seront produits à l'usine d'hélicoptères de Kazan et les premières livraisons sont prévues avant la fin de 2026. Le programme, financé notamment avec des ressources du fonds souverain russe (Fonds national de richesse), prolonge une première phase au cours de laquelle 86 hélicoptères ont déjà été livrés entre 2023 et 2026, portant le volume total prévu à plus de 150 appareils. Cette modernisation répond au vieillissement du parc régional : en 2025, environ 50 % des hélicoptères exploités dans les régions russes avaient plus de 29 ans. Les nouveaux Mi-8 doivent notamment assurer le transport de passagers et de fret dans les zones isolées, avec la possibilité d'être adaptés à des missions médicales ou de recherche et sauvetage.

Rosatom poursuit sa stratégie de consolidation des actifs russes dans le domaine de la logistique

Rosatom, groupe public russe du secteur nucléaire, a racheté pour environ 77 Md RUB les 51 % du groupe logistique Delo détenus par son fondateur Sergueï Chichkarev, portant ainsi sa participation à 100 %. Delo est l'un des principaux opérateurs logistiques russes, présent dans le transport multimodal, les terminaux portuaires et terrestres et le transport ferroviaire de conteneurs. Avec Delo et FESCO, autre actif logistique déjà contrôlé par Rosatom, le groupe concentre désormais environ 50 % du marché russe de la manutention de conteneurs et 44 % du transport ferroviaire de conteneurs. Rosatom prévoit de regrouper progressivement l'ensemble de ses actifs logistiques au sein d'un dispositif commun de gestion, ce qui pourrait permettre d'éviter les doublons d'investissements et d'économiser jusqu'à 100 Md RUB sur dix ans.

INDUSTRIE

Pharmstandard investit dans les intermédiaires pharmaceutiques

Le groupe pharmaceutique russe Pharmstandard a créé une nouvelle filiale, Intermediates, afin de développer en Russie la production de composés chimiques utilisés dans la fabrication de substances pharmaceutiques. Le projet, implanté à Dolgoprudny près de Moscou, vise en priorité les intermédiaires jugés difficiles d'accès ou à risque pour la production de médicaments figurant sur la liste des produits essentiels. Le marché reste fortement dépendant des importations : selon les acteurs du secteur, environ 90 % des intermédiaires sont encore achetés à l'étranger, principalement en Chine et en Inde, tandis que la production locale de matières premières pharmaceutiques ne couvre qu'environ 20 % des besoins identifiés. Pharmstandard prévoit de développer ces composés à la fois en interne et en coopération avec des entreprises chimiques russes.

Stratégie russe de développement de la bioéconomie à l'horizon 2036

Le gouvernement russe a approuvé une stratégie de développement de la bioéconomie jusqu'en 2036, couvrant notamment l'agriculture, l'industrie, la pharmacie, la médecine, la vétérinaire, l'écologie et l'énergie. Le document vise à développer des chaînes de production complètes fondées sur les biotechnologies et les ressources biologiques renouvelables, depuis les matières premières jusqu'aux produits à forte valeur ajoutée. Dans le scénario de base, la valeur ajoutée générée par les produits de la bioéconomie doit atteindre 2 625 Md RUB en 2036, tandis que la part des produits russes de haute technologie dans la consommation doit progresser à 74,6 %, contre 39,5 % en 2025. La stratégie prévoit également le développement de technoparcs, de plateformes pilotes et d'infrastructures de transfert technologique afin de faciliter le passage des innovations du laboratoire à la production industrielle. Elle met enfin l'accent sur la réduction de la dépendance aux technologies importées et sur le développement de nouveaux marchés pour les bioproduits russes.

Lancement du premier site du cluster russe de batteries électriques

Le premier site du cluster moscovite de batteries électriques a été mis en service dans la zone économique spéciale Technopolis Moscou. Exploitée par Renera, filiale de Rosatom (groupe public russe du secteur nucléaire), cette première « gigafactory » produira des cellules et batteries lithium-ion destinées notamment aux véhicules électriques et aux systèmes de stockage d'énergie. Selon Rosatom, le site pourra fabriquer jusqu'à 18 millions de cellules par an, soit l'équivalent des batteries nécessaires à environ 50 000 véhicules électriques. À l'échelle du cluster, les autorités visent à couvrir près de 70 % de la demande russe en batteries modernes d'ici 2030. Un deuxième site de production de batteries lithium-ion, destiné notamment aux moyens de mobilité individuelle et aux systèmes stationnaires de stockage, doit également être lancé d'ici la fin de l'année.

Nationalisation d'actifs : bilan des 8 premiers mois de 2026

Selon NSP, l'un des principaux cabinets d'analyse des nationalisations et saisies d'actifs en Russie, le montant des actifs saisis sur les 8 premiers mois de l'année s'élève à **979,3 milliards de roubles**. Ce chiffre confirmerait un ralentissement du rythme de nationalisation des actifs de grande envergure (à titre de comparaison, pour l'ensemble de l'année 2025, 3,12 billions de roubles d'actifs avaient été saisis). Sur la même période, les nationalisations les plus importantes concernent la saisie de 65 % des actions de la SA « Rusagro », de la holding KIMP et des groupes « Elma » et « Pramo », ainsi que de la holding « Transbunker ». La lutte contre la corruption ressort comme le principal motif juridique (54 contre 45 sur l'ensemble de l'année 2025). Au total, depuis le début du processus de nationalisation formalisé en 2022, la valeur des actifs saisis s'élève à environ 7,6 billions de roubles.

Vladimir Poutine approuve la réorganisation des activités russes d'UniCredit

En vertu de la [loi 368 RP du 05/10/2026](#), V. Poutine a autorisé le groupe italien UniCredit à procéder à la réorganisation de sa filiale russe, UniCredit Bank, qui prendra la forme d'une scission (*spin-off*) en une société distincte. De même, l'arrêté autorise la vente de 100% des actions d'UniCredit Bank détenues par UniCredit.

Pour rappel, début mai, UniCredit avait signé un accord préalable portant sur la cession d'une partie de ses activités russes à un investisseur privé des Émirats arabes unis. La finalisation de la transaction était prévue au cours du premier semestre 2027.

À l'issue du deuxième trimestre 2026, le bénéfice net des activités russes d'UniCredit a reculé de 20,3% par rapport au premier trimestre, selon les comptes du groupe, mais reste élevé -123 millions d'euros (-46,2% en glissement annuel). Unicredit est par ailleurs considérée par la Banque de Russie comme une banque systémique (actifs chiffrés à 697,4 Md RUB en septembre 2026).

Le ministère de l'Industrie et du commerce prévoit une baisse des importations parallèles en 2026

Le mécanisme d'importation parallèle a été lancé en Russie en 2022 dans un contexte de retrait de certaines marques et entreprises étrangères du marché national. Il permet ainsi à la Russie d'importer des produits authentiques de marques étrangères sans le consentement du titulaire des droits de propriété intellectuelle, via des intermédiaires tiers et des pays tiers.

Les importateurs suivent un dédouanement officiel complet et s'acquittent des droits de douane (il ne s'agit pas de contrebande ni de contrefaçons). **Sur les sept premiers mois de 2026, le volume des produits livrés dans ce cadre s'élève à environ 12,2 milliards de dollars.** Selon le ministère russe de l'Industrie et du commerce, les importations parallèles devraient reculer de 11,3 % en g.a. en 2026, pour atteindre 20,5 milliards de dollars (23,1 milliards de dollars en 2025). Cette tendance s'expliquerait par le développement de productions nationales, ainsi qu'à la substitution de produits provenant de pays « inamicaux » par des équivalents issus de pays « amicaux ».

Rosatom renforce sa position dans la logistique en prenant le contrôle du groupe de S. Chichkarev, « Delo »

Rosatom a acquis 51% des actions de la holding de transport et de logistique « Delo », qui comprend, outre des terminaux maritimes de conteneurs, TransContainer, le plus grand opérateur de transport ferroviaire de conteneurs du pays. Rosatom détenait déjà 49% du groupe Delo, et a racheté la part majoritaire pour 77 milliards de roubles au fondateur du groupe, Sergueï Chishkarev (125^e place du classement Forbes, avec une fortune estimée à 1 milliard de dollars en 2024).

Commentant l'acquisition de Delo, le directeur général de Rosatom, A. Likhachev, a souligné que l'entreprise publique allait devenir le plus grand opérateur logistique de Russie. Parmi ses objectifs stratégiques figurent le « renforcement de la souveraineté en matière de transport » ou encore le développement de la route maritime du Nord. La part cumulée des actifs de Rosatom sur le marché du transbordement de conteneurs s'élèverait actuellement à 50%, et à 44% dans le domaine du fret ferroviaire. Rosatom contrôle en outre 92,5% des actions de FESCO, propriétaire du port de Vladivostok et d'importants actifs dans les secteurs maritime et

ferroviaire. L'enjeu pour Rosatom semble résider dans l'intégration de FESCO et Delo pour créer un opérateur logistique russe unique, capable de contrôler une majorité des chaînes de valeur.

L'accord de partenariat économique entre l'UEE et les Émirats arabes unis est entré en vigueur

Le 6 octobre, l'accord de partenariat économique entre l'Union économique eurasiennne (UEE) et les Émirats arabes unis (EAU) est entré en vigueur. Le document avait été signé à Minsk le 27 juin 2025, et ratifié par la partie russe l'avait le 25 mai 2026. Il prévoit un accès préférentiel de la partie émirienne à 86 % de la nomenclature des marchandises commercées dans l'UEE, soit plus de 90% du volume des exportations de l'UEE vers les EAU. La Commission économique eurasiatique prévoit une hausse du volume d'échanges d'au moins 5 à 6 milliards de dollars. Une hausse significative avait déjà été constatée fin 2025 (+12% par rapport à 2024). Cet accord instaure également des règles relatives aux procédures douanières, aux exigences sanitaires et phytosanitaires, au commerce électronique et à la protection de la propriété intellectuelle.

BIELORUSSIE

SITUATION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE

Inflation

L'inflation annuelle a atteint 4,6% en septembre 2026, contre 4,5% en août. L'indice des prix à la consommation a progressé de 2,8% pour les biens alimentaires, de 3,7% pour les biens non-alimentaires et de 9% pour les services. L'accélération d'inflation est donc tirée par les services, mais peut être également liée à la modification de la liste des produits dont les prix sont réglementés (diminution de 199 à 76 biens). L'inflation mensuelle s'est élevée à 0,5%, contre une déflation de 0,1% en août.

ÉNERGIE

Expéditions d'essence vers le marché russe

En septembre 2026, les expéditions d'essence produite par les raffineries biélorusses vers le marché russe ont diminué de près de 13 % en volume journalier par rapport au mois précédent, pour s'établir à environ 170 000 tonnes, tandis que celles de gazole ont chuté de 29 %, à 105 000 tonnes. Au total, au cours des neuf premiers mois de cette année, les livraisons d'essence par voie ferroviaire depuis les raffineries biélorusses vers le marché russe ont été multipliées par près de 12 par rapport à la période janvier-septembre 2025, dépassant un million de tonnes ; celles de gazole ont été multipliées par 5, atteignant plus de 675 000 tonnes.

TABLEAUX DE SYNTHÈSE

CROISSANCE ET PRÉVISIONS	Variation du PIB, g.a.					Prévisions FMI, g.a.		PIB nominal		Population, M hab.
	2023	2024	2025	T1 2026	S1 2026	2026	2027	Md USD	Par hab., USD	2025
	2025									
Russie	4,1%	4,9%	1,0%	-0,2%	0,6%	1,1%	1,1%	2 588	17 972	146,1*
Biélorussie	4,1%	4%	1,3%	-0,4%	1,5%	1,2%	1%	92,8	10 209	9,1

*Comprend la population des régions de Crimée et de Sébastopol, dont la France ne reconnaît pas l'annexion par la Russie.

ACTIVITÉ	Production industrielle, g.a.			Ventes de détail, g.a.			Chômage		
	2025	T1 2026	S1 2026	2025	T1 2026	S1 2026	2025	T1 2026	T2 2026
Russie	1,3%	0,3%	0,4%	2,6%	3,6%	5,4%	2,2%	2,2%	2,2%
Biélorussie	1,8%	3,4%	-0,7%	6,6%	6%	7,6%		2,3%	2,1%

POLITIQUE MONÉTAIRE	Inflation annuelle						Cible d'inflation	Taux directeur	
	Avr-26	Mai-26	Juin-26	Juil-26	Août-26	Sept-26		Actuel	Depuis
Russie	5,6%	5,3%	6%	5,98%	6,33%	6,35%	4%	14%	Juil-26
Biélorussie	5,4%	4,8%	4,3%	4,4%	4,5%	4,6%	6%	9,25%	Juin-26

ENDETTEMENT ET RÉSERVES	Dettes publiques (% PIB)			Dettes extérieures (% PIB)			Réserves de change Md USD/Mois d'importation		
	01/01/26	01/04/26	01/07/26	01/01/26	01/04/26	01/07/26	01/04/26	01/07/26	01/10/26
Russie	16,1%	16,4%	17,1%	12,6%	11,6%	11,8%	767,5*	721,7*	
Biélorussie					37,5%	35%		14,2/3,3	14,6/3,1

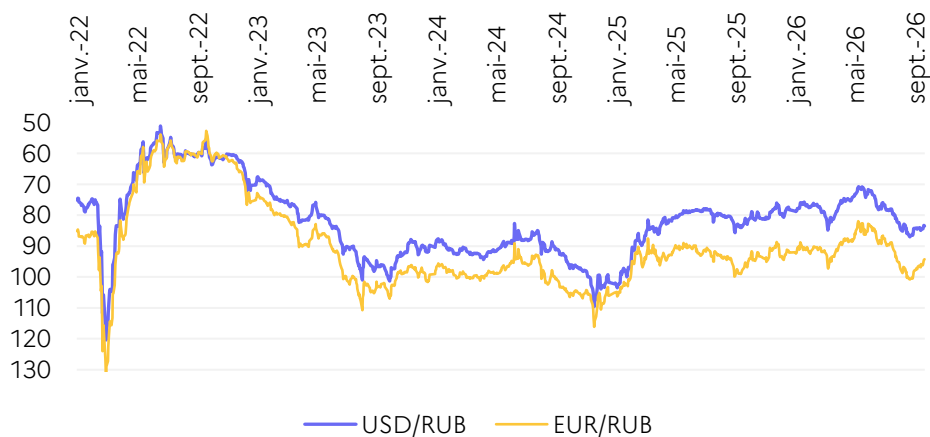
*Dont avoirs en devises gelés depuis février 2022 dans le cadre des mesures restrictives adoptées contre la Russie

FINANCES	Solde courant, % PIB*					Solde budgétaire, % PIB*			
	2024	2025	T1 2026	S1 2026	Md USD**	2024	2025	S1 2026	9M 2026
Russie	2,5%	2%	1,8%	2,6%	34,1	-1,7%	2,6%	-2,5%	-2,2%
Biélorussie	-2,6%			-3,1%	-1,6	0,3%			

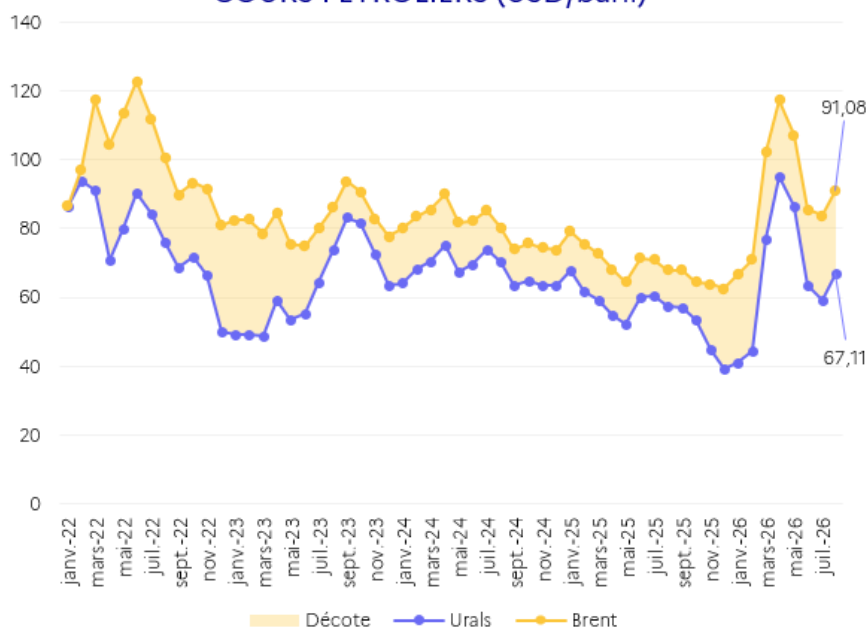
*En proportion sur l'année **dernière période disponible

GRAPHIQUES

TAUX DE CHANGE (échelle inversée)



COURS PETROLIERS (USD/baril)



Sources : Banque de Russie, EIA

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Sauf mention contraire, les données statistiques figurant dans cette publication sont fournies par les administrations des pays concernés. Le Service économique ne saurait être tenu responsable de leur exactitude et fiabilité.

Responsable de la publication : daniel.gallissaires@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service économique régional de Moscou et contribution de l'Ambassade de France en Biélorussie

Pour s'abonner : Moscou@dgtresor.gouv.fr